

Café 91 : « la société de contrôle »

le mardi 5 novembre 18h « la table ronde »

Sommes-nous entrés dans une nouvelle période où le contrôle permis par les algorithmes supplée à l'épuisement de la croyance aux valeurs démocratiques pour assurer le vivre-ensemble ? Assistons-nous à un basculement de la devise « liberté égalité fraternité » en « sécurité, efficacité, prédictibilité »

I le vivre ensemble : une exigence morale de façade va-t-il être supplée par le contrôle ?

a) une exigence de façade

L'image du vivre ensemble¹ possède une qualité indéniable : provoquer l'adhésion, faire l'unanimité en nous permettant de nier le présent par une promesse mensongère. C'est une chose de souhaiter la paix et la bonne entente entre les personnes, dans notre entourage et par-delà les frontières ; mais c'est autre chose d'en faire une image et un appel lorsqu'on est en position d'autorité. Les exhortations humanistes et bien-pensantes (faire la paix, s'entraider, être tolérant, etc.) se sont alors révélées pour ce qu'elles sont : des tautologies morales et commerciales. Nous parlons de « vivre ensemble », pour nous convaincre que nous sommes du bon côté de l'humanité, pour – dirait Badiou – se donner un supplément d'âme. Certes, les personnes de bonne volonté souhaitent la réalisation d'un monde parfait, l'avènement d'une humanité réconciliée. Cependant, l'affirmer comme notre vérité, en faire le noyau d'un discours du consensus, c'est produire une forme sublimée et inversée de notre désillusion quant à la perfectibilité du genre humain. C'est mettre de l'avant un nouvel idéal d'indifférence universelle. C'est le fantasme d'un anti-trauma: une position où aucun trauma ne saurait nous atteindre, dans le linceul d'un ensembledement ultime, soit d'une « entente mondiale » post-traumatique qui insiste sur la cohabitation et la sécurité. Selon Gilles Deleuze, se mettrait ainsi en place :une entente mondiale pour la sécurité, pour la gestion d'une « paix » non moins terrible, avec organisation concertée de toutes les petites peurs, de toutes les petites angoisses qui font de nous autant de micro-fascistes, chargés d'étouffer chaque chose, chaque visage, chaque parole un peu forte, dans sa rue, son quartier, sa salle de cinéma (2003 : 125). Le rappel au « vivre ensemble » installe un régime de précautions frileuses qui finit par tuer dans l'œuf toute pensée politique et qui résonne comme une ultime exhortation au cœur de notre désenchantement. Il devient un écran pour cacher une aporie de

¹ .1 L'émergence de la notion : les deux graphies La référence au « vivre ensemble » émerge dans les discours publics, en France, au début des années 2000. Elle fait suite au thème de la fracture sociale, lancé par Jacques Chirac, en 1995, à l'occasion de sa campagne présidentielle. Cette fracture se présente sous cinq occurrences de nature culturelle et socio-économique. Fracture entre jeune et vieux, entre citoyen français et population immigrée, entre riche et pauvre, entre citoyen à statut privilégié et citoyen exposé à la précarité, entre individus vivant ou non à l'abri de l'insécurité. Bien entendu ces fractures se recoupent (Michaud, 2006). Ce n'est qu'à partir du moment où les pouvoirs politiques prennent conscience de la difficulté à réformer la société française, difficulté engendrée par la résonance et l'amplification de ces fractures, que l'injonction au « vivre ensemble » se fait jour. L'expression apparaît sous deux graphies : vivre ensemble et vivre-ensemble. La présence ou non du trait d'union n'est ni formelle ni secondaire. Le trait d'union transforme une signification relative à la coexistence des personnes, des groupes et des collectifs dans un territoire en une injonction à (re)tisser les liens qui se sont relâchés et dont la déficience fragilise la société

notre pensée : nous avons la plus grande difficulté à penser l'oppression de l'individu par le groupe et des systèmes de dominations et la rivalité entre les groupes²

Michaël La Chance, « le consensus, c'est du divertissement, Pas de l'art » une critique de l'exhortation au vivre ensemble en regard de l'art Performance , pluralité et vivre ensemble presse universitaire Laval 2015

b) la postmodernité ne développe pas la valeur de l'intégration selon le modèle républicain³

Michel Maffesoli : « La postmodernité ne repose pas, comme je l'ai dit, sur le mythe de l'individualisme et du progrès. Elle accepte totalement la fin d'un cycle, d'une époque et de ses mythes. C'est « la fin des grands récits de référence », pour reprendre les termes de Lyotard. Le travail, le santé, l'éducation... toutes nos grandes institutions reposaient sur une systématisation : il montre qu'elles cèdent la place à une babélisation, que je nomme plus volontiers « mosaïque ». Qu'est-ce donc ? C'est l'avènement du relativisme, qui accepte totalement la coexistence de plusieurs vérités. La postmodernité s'organise principalement autour de deux caractéristiques.

La première est la diversité des références. Dans ma jeunesse, l'idée de République dominait largement. Chacun s'y reconnaissait, même si cela pouvait être pour des raisons différentes et dans des objectifs différents. Néanmoins, l'universalisme agissait comme une référence commune très forte. Les modalités du vivre-ensemble se définissaient par rapport à l'égalité de tous, par rapport à des revendications sociales ou politiques pour plus d'égalité⁴... L'idée

² Comme le soulignaient déjà il y a près de cinquante ans, aux États unis, les membres de la «Commission nationale consultative sur les désordres civils de l'été 1965»: «Aucune société démocratique ne peut fonctionner normalement s'il existe au cœur de ses principaux centres urbains un nombre important de citoyens collectivement aigris, convaincus aussi que l'administration ne remarque pas ou ne se soucie pas des injustices dont ils sont victimes et n'a ni les moyens ni le désir d'y remédier.» Lancer un appel au vivre ensemble, c'est faire partie des aveugles qui guident les aveugles, pour reprendre la formule de l'artiste dissidente Tolokonnikova. Ce leitmotiv serait révélateur d'une impuissance de la pensée devant l'accroissement des inégalités, la destruction des écosystèmes, la régression dans les fanatismes moyenâgeux cette anaphore aux effets narcotiques : Vivez ! Comme vous le pourrez, avec les superstitions religieuses et les dictatures de l'argent². Vivez avec les massacres d'animaux et les hypnoses médiatiques. L'idéal de notre humanité est quantifiable, il est illimité. Vivez avec la fragmentation des écosystèmes et le pillage généralisé des ressources. La cohabitation et l'entraide, du moins les signes de celles-ci, sont des valeurs échangeables sur la bourse des capitalisations symboliques où l'argent, le sexe et le pouvoir sont déjà interchangeable. Vivez ! Détruisez tant que vous voulez, il ne restera pas un cours d'eau, de forêt, de plaine, de lac, de montagne, plus rien sinon la plage post-historique où s'échoue l'Humanité : Michaël La Chance ibidem

³ 2 conditions :La première veut que tous les citoyens aient accès aux mêmes droits, conférés par le fait qu'ils résident sur un même territoire. En vertu de la seconde, on conçoit qu'ils doivent tous avoir les moyens de participer activement à la construction de ce territoire.

⁴ Le déficit au niveau de l'idée de justice pour tous entraîne la violence

Nous manquons d'une théorie de l'égalité comme relation sociale. (...) Il existe des théories de la justice qui s'interrogent sur les différences admissibles et sur les inégalités insupportables. Elles sont depuis longtemps issues des théories de l'égalité des chances car il ne suffit pas d'affirmer une égalité juridique (des droits), mais une égalité des possibles.

Le problème de ces théories de l'égalité des chances, c'est qu'elles visent à faire la distinction entre la responsabilité des individus et leur héritage. Il s'agit de refuser les inégalités liées à la reproduction sociale (rente, héritage) tout en acceptant celles liées à l'action des personnes, leur niveau de formation, de responsabilité, etc. Cela a été à la base des réflexions de la Révolution française et de l'idéal de la République à partir de l'impôt venant rétablir l'égalité à la naissance. La deuxième façon d'y parvenir est de permettre à chacun de recevoir la même éducation.(...) Cette vision a été attaquée par le développement du capitalisme. Le travail libre est devenu la condition de l'asservissement.(...) Il faut repenser l'égalité en redonnant son sens premier à l'autonomie.(...) Comment ? C'est une société où l'on doit valoriser la singularité de chacun. L'égalité

était qu'il fallait à tout prix intégrer la communauté politique, le corps politique. Aujourd'hui, c'est la logique inverse qui est à l'œuvre. On demande à prendre du recul par rapport à ce corps politique. Les droits sont réclamés pour permettre d'échapper à l'uniformisation autour de la République. Les identités sont multiples. Vous pouvez même en changer au cours de votre vie. La conception dialectique du monde s'estompe. À mon sens, la postmodernité représente davantage une logique contradictoire. Pour vous le représenter, figurez-vous la voûte d'une cathédrale gothique, dans laquelle les forces exercées, opposées, sont pourtant complémentaires. J'appelle cela « l'harmonie conflictuelle ». Il n'y a pas de dépassement (de synthèse, dit la dialectique), simplement une complémentarité qui permet à la structure de tenir⁵. La société postmoderne repose sur ce principe également, selon moi. D'une conception dramatique du monde, dialectique et opposant les contraires, la postmodernité est passée à une conception tragique »

alexis Betemps Michel Maffesoli : « La postmodernité marque la fin de la République une et indivisible » PHILITT 23mars 20015

c) Pour surmonter le tragique lié à la désunion apparition de la société de contrôle

Dans ses derniers textes, le philosophe Gilles Deleuze évoque l'« installation progressive et dispersée d'un régime de domination » des individus et des populations, qu'il nomme « société de contrôle ». Deleuze emprunte le terme de « contrôle » à l'écrivain William Burroughs mais s'appuie pour formuler son idée sur les travaux de Michel Foucault consacrés aux « sociétés disciplinaires ». Dans ces dernières, que Foucault situe aux XVIII^e et XIX^e siècles et dont il fixe l'apogée au début du XX^e, l'individu ne cesse de passer d'un « milieu d'enfermement » à l'autre : la famille, l'école, l'armée, l'usine, l'hôpital, la prison... Toutes ces institutions, dont la prison et l'usine sont les modèles privilégiés, sont autant de dispositifs propices à la surveillance, au quadrillage, à la maîtrise des individus constitués en « corps » (démographique, politique, salarial, etc.) dociles, insérés dans des « moules ». Le développement des sociétés disciplinaires correspond à l'essor du capitalisme industriel, que Deleuze définit comme un capitalisme « à concentration, pour la production, et de propriété », qui « érige donc l'usine en milieu d'enfermement ».

Or, selon Deleuze, nous assistons à une crise généralisée de ces milieux d'enfermement, concomitante de la transformation du capitalisme industriel en capitalisme « dispersif », de surproduction, « c'est-à-dire pour la vente ou pour le marché », où « l'usine cède la place à l'entreprise ». Ce nouveau type d'organisation, qui s'appuie sur l'évolution technique et le développement des technologies de l'information et de la communication, semble garantir une plus grande marge de manœuvre aux individus, des espaces-temps plus ouverts et flexibles, davantage de mobilité, mais en apparence seulement. Car, contrairement aux dispositifs disciplinaires, qui procèdent par la coercition et la concentration des corps, le mouvement et la liberté de circulation sont les conditions nécessaires à l'exercice d'un pouvoir qui opère désormais par « contrôle continu » de tous les aspects de l'existence et par « communication instantanée ».

hommes-femmes est au cœur car la distinction de sexe traduit l'évidence de la singularité.(...) La singularité doit être liée à des formes de communalité. Ce que l'on a nommé la citoyenneté pendant la Révolution française.(...) Il faut alors écarter trois poisons : la reproduction sociale, la démesure et le séparatisme social. L'égalité comme relation doit être une valeur centrale, c'est la condition d'une société apaisée.(...). Car l'égalité est la façon de vivre en égaux. C'est une valorisation de la singularité, une mise en oeuvre de la réciprocité et un développement des formes de communalité.(...) C'est parce que nous avons un déficit d'égalité que nous avons une société qui deviendra plus violente . **Pierre ROSANVALLON**

⁵ Il s'agit de prendre acte que notre monde est fait de nombreux mondes, que la pluralité humaine doit être maintenue et que la coopération autour de projets communs peut s'avérer non aliénante. Cela implique de postuler qu'au point de départ, il n'y a pas d'universel et que jusqu'à présent ceux-ci ont été construits sur la base de la domination et de l'annihilation

L'entreprise, fondée sur une idéologie et un mode de fonctionnement spécifiques – la « rivalité inexpiable comme saine émulation » –, y joue un rôle central, et le marketing, qui permet d'influencer les consommateurs, de fabriquer des comportements et de formater les esprits au moyen de techniques toujours plus affinées, est « maintenant l'instrument du contrôle social

Gilles Deleuze (1925-1995), *Le théoricien des sociétés de contrôle*, par Olivier Pironet, le monde diplomatique, sept2007

II la puissance de la gouvernance algorithmique⁶

1) Le captage des données et la restitution numérique de surveillance

La surveillance est un mécanisme *réfléchissant* – qui nous renvoie nos faits et gestes sous le mode de recommandations – et un mécanisme *productif* – qui transforme les traces numériques de nos comportements en prédictions vendues à des tiers. Pour saisir les deux faces du phénomène, vous employez le terme de « *rendition* » [« *restitution* »]. Que signifie-t-il ?

C'est un terme issu de l'ancien français. Le verbe « rendre » veut aussi bien dire « donner en retour » que « produire » (l'arbre rend ses fruits), « remplir une obligation » ou « faire allégeance » (comme dans l'expression « rendre à César ce qui est à César »). La captation de l'expérience humaine par le capitalisme de surveillance a tous ces sens. C'est un processus technique de restitution : grâce aux capteurs présents dans nos rues, dans nos voitures, dans nos maisons, dans nos téléphones portables, notre quotidien est agrégé par l'intelligence artificielle et *restitué* sous forme de « *données comportementales* ». Mais c'est également un processus social d'allégeance : les activités sociales exigent dorénavant que nous restituions notre expérience à une plateforme numérique. Pour accéder aux devoirs de nos enfants depuis la plateforme éducative de l'école et qui, aux États-Unis, est fournie par Google, pour consulter les résultats de nos tests sanguins sur les plateformes de santé, pour organiser un dîner ou pour échanger des photos de vacances avec nos amis *via* les médias sociaux, à chaque fois, nous nous sentons obligés de *rendre disponible* notre expérience. Nous devons « rendre » nos vies pour qu'elles puissent être captées sur les chaînes de montage du surplus comportemental du capitalisme de surveillance.

Pour vous, les remèdes envisagés pour assurer la « propriété » ou la « portabilité » des données, comme le règlement général sur la protection des données [RGPD] mis en place par l'Union européenne, passent à côté du problème. Pourquoi ?

Parce que les données ne sont pas individuelles. Elles ne peuvent donc pas être protégées individuellement. On fait comme si les données se réduisaient à ce que chacun d'entre nous dit, publie, poste, stocke, etc. Et on se demande comment récupérer ou être rémunéré pour ce que l'on donne. Mais les données ne sont pas personnelles, c'est un produit « dérivé ». Si je publie une photo de mon visage sur un réseau social, c'est une simple image pour moi. Mais les opérateurs peuvent la comparer à des dizaines d'autres photos de moi ou d'autres qui existent sur le Net ou qui seront demain captées dans la rue grâce à la reconnaissance faciale. Pour eux, l'image de mon visage, ce sont également des milliers de muscles qui permettent d'analyser mes émotions et de prédire mon comportement. Le « surplus comportemental » n'est pas seulement dérivé de ce qu'on donne, mais de ce que nous n'avons aucune intention de donner – les logiciels de géolocalisation et les applications embarquées dans nos

⁶ « Un algorithme, nous explique Chavalarias, est un programme qui génère des actions concrètes (cliquer, envoyer un mail, proposer une image) en fonction de règles prédéfinies en amont. On peut suggérer des actions ou des idées à un individu en fonction de l'historique de ses actions et de l'ensemble des théories comportementales qui sont implémentées dans ces programmes. »

téléphones qui permettent d'utiliser notre voix, nos photos, nos contacts et les contacts de nos contacts, etc. Tout cela permet de collecter des informations que l'on n'avait pas l'intention de divulguer et de déduire des comportements que l'on n'avait pas l'intention de révéler. Donc, même si la propriété des données personnelles était assurée à 100 % – ce qui est impossible, car personne ne dispose du temps ni de l'énergie nécessaires –, cela ne couvrirait qu'une infime fraction de ce qui est capté.

Shoshana Zuboff : “Le capitalisme de surveillance transforme la vie en une matière malléable” Mis en ligne le 25/09/2019 philosophie mag octobre 2019

2) Le modèle Chinois : la surveillance des comportements sincères

Cette expérience de notation et de surveillance généralisées vise à rémunérer les comportements « sincères » et « générateurs de confiance ». Mais il prévoit aussi de sanctionner les comportements « malhonnêtes », par exemple en interdisant l'accès à certains services publics. Le système d'évaluation mis en place en Chine se fonde dans un premier temps sur l'acceptation par les citoyens d'une surveillance numérique. Est-il spécifique aux sociétés totalitaires ou participe-t-il plus généralement à des modes de gouvernement fondés sur les algorithmes, à l'œuvre partout ?

Antoinette Rouvroy : Ce projet de *social credit scoring* [système de notation sociale] implique en effet une surveillance continue. Son objectif est la normalisation des comportements : réformer les psychismes en vue de produire des sujets ayant (ré)intégré l'idéal de fiabilité. L'évaluation continue des individus par la publication d'une note de « fiabilité » individuelle évolutive, calculée à partir de l'ensemble des données numériques émanant des comportements, est de nature à décourager l'insincérité, la déloyauté, l'infidélité... Le fonctionnement normatif de ces modes de gouvernement par les algorithmes est particulier : les comportements ne sont pas évalués à l'aune d'une métrique stable mais à l'aune d'une métrique hypermobile calculée en temps réel à partir signaux numériques émis par tous les autres. Les données numériques issues de nos comportements en ligne contribuent, en temps réel, à faire évoluer la norme de fiabilité dont les individus sont à la fois vecteurs et destinataires. Le projet chinois relève donc bien d'une forme de « gouvernementalité algorithmique ».

Avant de devenir obligatoire en 2020, la participation à ce système de notation est volontaire et le gouvernement chinois le présente comme un jeu. Repose-t-il vraiment sur le désir d'améliorer sa réputation ?

Les injonctions de maximisation de la production-performance et de la consommation-jouissance fusionnent en une seule dans le capitalisme numérique : se vouer corps et âme, chacun pour soi et en concurrence avec tous les autres, à l'accélération numérique des processus de valorisation de son « capital humain numérisé ». Il ne s'agit pas tant d'un désir d'améliorer sa réputation que d'une pulsion d'optimisation de soi, irrésistible dans un contexte où l'on se retrouve noté à l'échelle du pur signal numérique décontextualisé.

Doit-on craindre de voir ce genre d'évaluation s'étendre à nos démocraties ?

La dissipation d'un monde commun préexistant aux existences individuelles se fait sentir, en Chine, à travers la dislocation des liens et des rites qui en assuraient la persistance et, en Occident, à travers le discrédit du droit et des institutions, et le rejet de toute hétéronomie. De part et d'autre, le *credit scoring* [notation sociale] est appelé à la rescousse pour conjurer le sentiment d'incertitude radicale généré par cette dislocation. Mais, alors qu'en Chine, les algorithmes rendent visible et socialement contraignante une norme de comportement donnée, la gouvernementalité algorithmique à l'occidentale s'abstient de « normaliser » les comportements. Au lieu de cela, elle vise à rendre le pouvoir absolument agile, les normes absolument flexibles, à éviter tout retard ou tout espace entre la modélisation algorithmique et sa réalisation ; elle épuise par avance – par l'optimisation et la préemption – la part

d'incertitude radicale des comportements humains, ce qui résistait au calcul. Le public occidental hyperconnecté s'émeut du projet chinois sans réaliser que la gouvernementalité algorithmique qu'il nourrit de signaux numériques voue à un destin peut-être plus funeste encore ses idéaux désincarnés d'autodétermination et de liberté.⁷ Antoinette Rouvroy. « Le projet chinois relève bien d'une forme de "gouvernementalité algorithmique" » *phie magaz* mai 2018

3) Ce qui est menacé aujourd'hui, ce n'est pas tant la vie privée que la vie publique

Antoinette Rouvroy. : Exact ! La technologie nous gouverne en apportant une réponse très rapide à nos pulsions. Elle va tellement vite qu'elle ne nous donne même pas le temps de transformer ces pulsions en désirs construits. Et sur le plan politique, c'est la même chose : nous voyons se mettre en place un modèle de « *gouvernementalité algorithmique* » dans lequel il n'y a plus besoin d'institutions, de concepts transcendants du droit, de la justice, de l'équité ou de l'égalité... Si le monde est bien géré, que tous les flux de marchandises et d'argent sont optimisés, que tous les besoins sont satisfaits, pourquoi ferions-nous encore de la politique ? La gouvernementalité algorithmique sera bientôt pilotée par des intelligences artificielles auto-apprenantes. Elles n'exécuteront même pas un programme préconçu par un sujet humain, mais elles optimiseront les rapports sociaux sur la base du *data mining* [« *extraction de données* »]. Cela nous détourne de l'effort pour maintenir un espace public, un espace de confrontation des désirs dont les sujets humains sont porteurs. Ce qui est menacé aujourd'hui, ce n'est donc pas la vie privée mais la vie publique. Si vous concevez la société comme une simple juxtaposition d'intérêts individuels, la politique n'a plus de sens. La tentation devient forte de supprimer l'espace de délibération démocratique et de le remplacer par un gigantesque mécanisme de gavage. **Alain Damasio, Antoinette Rouvroy, Numérique, Surveillance, Gouvernementalité, Internet, Gafam, Furtifs, Alexandre Lacroix** *phie magaz* octobre 2019

4) La manipulation pour piéger les choix démocratiques

Dans son livre « Les Ingénieurs du chaos », Giuliano da Empoli raconte la façon dont les experts en marketing web canalisent vers les urnes la colère née sur les réseaux sociaux.

Ces experts du marketing web savent utiliser les réseaux sociaux pour mesurer nos habitudes, nos préférences, nos opinions et nos émotions. Grâce aux données recueillies, ils diffusent des messages qui épousent nos préoccupations, même et surtout les plus tranchées et les plus passionnées, car ce sont celles qui seront le plus partagées sur la Toile. « Pour les nouveaux docteurs Folamour de la politique, écrit da Empoli, le jeu ne consiste plus à unir les gens autour du plus petit dénominateur commun mais, au contraire, à enflammer les passions du plus grand nombre possible de groupuscules pour ensuite les additionner, même à leur insu. Pour conquérir une majorité, ils ne vont pas converger vers le centre mais joindre les extrêmes. »

Le philosophe italien met en garde contre la tentation de voir dans la marche en avant des populistes la victoire de la déraison sur la raison. « Le carnaval contemporain se nourrit de deux ingrédients qui n'ont rien de déraisonnable : la rage de certains milieux populaires qui se fonde sur des causes sociales et économiques réelles ; une machine de communication

⁷ Plus individualisé, le profil reste normatif. Preuve en est : le simple fait de se savoir surveillé amène les gens à agir de manière plus prudente. « *En vous incitant à placer un mouchard dans votre voiture, on courbe votre comportement. Vous êtes incité à intégrer le regard de l'autre et vous "normez" votre comportement en conséquence.* »

surpuissante [...] devenue l'instrument privilégié de tous ceux qui veulent multiplier le chaos.⁸ » (...)

Giuliano da Empoli, parce qu'il l'a observé de près, est passionnant lorsqu'il décrypte la part prise par les « ingénieurs du chaos » dans le triomphe des populistes aux élections de mars 2018 en Italie. Il explique que « ce qui se joue en Italie n'est pas la réédition des années 1920 et 1930 du siècle dernier », mais « l'émergence d'une nouvelle forme politique façonnée par Internet et par les nouvelles technologies ». Elle est illustrée par les activités de Davide Casaleggio, seul propriétaire, via sa société commerciale et l'association ad hoc Rousseau, des données personnelles de millions d'Italiens récoltées grâce à l'intense activité sur les réseaux sociaux du Mouvement 5 étoiles (M5S) qui a gagné les élections de 2018. « Le M5S, en lien avec son aspiration totalitaire, ne fonctionne pas comme un mouvement traditionnel mais comme le PageRank [l'algorithme] de Google, écrit da Empoli. Il n'a ni vision, ni programme, ni quelconque contenu positif. C'est un simple algorithme construit pour intercepter le consensus grâce à des sujets qui marchent⁹. »

Le populisme ou la colère sous algorithme Par Luc de Barochez Publié le 25/03/2019 à 15:38 | Le Point.fr

IV Quelle résistance ?

a) la récalcitrance

A. D. : J'aime bien cette idée qu'une certaine distance entre les êtres soit nécessaire pour que l'espace public se maintienne. Dans *Plus jamais seul* [Bayard, 2006], Miguel Benasayag et Angélique del Rey expliquent que le smartphone nous offre une communication fusionnelle et donc régressive avec nos proches. Le continuum d'échanges empêche l'autre d'exister comme une présence reconstruite en soi. Le désir se dégrade en fusion molle. Mais c'est intéressant de le penser politiquement. Je ne mesurais pas à quel point ce qui vaut pour les relations affectives s'applique aussi à la politique. Comment retrouver le désir de s'engager, si l'algorithmie vient liquéfier le rapport social ?

A. R. : C'est pour cela que la gouvernementalité algorithmique n'est pas tout à fait un pouvoir politique mais plutôt un système immunitaire développé par le capitalisme pour lutter contre tout ce qui pourrait le mettre en crise. Les êtres humains ne sont capables de se rebeller que s'ils deviennent des sujets à part entière. Or la technologie vient les saisir à un niveau infrasubjectif, au stade pulsionnel, et leur donne ce qu'ils veulent tout de suite.

A. R. : Face à la technologie, il ne faudrait pas employer le mot de « résistance ». On peut devenir un résistant face à un oppresseur, à une dictature, à un parti totalitaire. Mais à l'époque de la gouvernementalité numérique, cela n'a pas vraiment de sens, j'aime mieux

⁸ Parmi ceux-là, il y a le Britannique Dominic Cummings, qui a dirigé la campagne pro-Brexit en 2016 et que le journaliste Patrick Wintour avait décrit comme « soit fou, soit méchant, soit brillant, et probablement un peu des trois à la fois ». C'est lui qui diffusa à l'infini, à l'aide de publicités ciblées, le message erroné prétendant que le Brexit permettrait de récupérer 380 millions d'euros par semaine, en s'appuyant sur Victoria Woodcock, son experte informatique. Cummings lui-même a écrit que si cette dernière avait été renversée par un bus, le référendum de 2016 se serait soldé par la défaite des « brexiters »

⁹ . Là où les médias classiques privilégiaient la rationalité, la modération et les faits, les réseaux sociaux favorisent l'émotion, la subjectivité et les récits. En politique, la traduction de ce nouveau paradigme est dévastatrice : la rage, le rejet de l'autre – les émotions les plus primaires sont sollicitées par les nouveaux leaders populistes qui disposent, en outre, de l'outil inédit du « big data » pour connaître en détail et en temps réel l'opinion, jusqu'à l'échelle individuelle.

parler de « récalcitrance ». Qu'est-il en train de nous arriver ? Nous sommes en train de renoncer à gouverner le monde, d'être tentés d'abandonner cette tâche aux machines. Récalcitrer, ce serait avoir envie de nous gouverner à nouveau, nous-mêmes et le monde.

A. D. : J'ajouterai que, pour qu'une action ait un effet politique, il faut la tisser au collectif. D'ailleurs, je n'aime pas trop ce que j'appelle les « fictions de droite », très courantes dans le cinéma américain : le monde va mal, mais un homme ou une femme extraordinaire va trouver la solution individuellement. J'essaie de porter un imaginaire différent, non pas de l'individualisme, mais du renouement, de la coalition. Le capitalisme attaque très fortement les liens, et la technologie, les réseaux sociaux ne nous procurent souvent que des ersatz de sociabilité. Seul, on ne s'en désintoxiquera pas. On ne pourra s'en sortir qu'ensemble et renoués. . **Alain Damasio, Antoinette Rouvroy, Numérique, Surveillance, Gouvernamentalité, Internet, Gafam, Furtifs, Alexandre Lacroix, phie magaz, octobre 2019**

b) La résistance : évènements spontanés créateurs d'espace nouveau qui échappent aux pouvoirs dominants et aux savoirs constitués

Si le sujet ne peut pas être résolu dans l'extériorité de la citoyenneté, peut-il instaurer celle-ci dans la puissance et la vie ? Peut-il rendre possible une nouvelle pragmatique militante, à la fois pietàs pour le monde et construction très radicale ? Toni Negri

. On peut en effet parler de processus de subjectivation quand on considère les diverses manières dont des individus ou des collectivités se constituent comme sujets: de tels processus ne valent que dans la mesure où, quand ils se font, ils échappent à la fois aux savoirs constitués et aux pouvoirs dominants. Même si par la suite ils engendrent de nouveaux pouvoirs ou repassent dans de nouveaux savoirs. Mais, sur le moment, ils ont bien une spontanéité rebelle. Il n'y a là nul retour au « sujet », c'est-à-dire à une instance douée de devoirs, de pouvoir et de savoir. Plutôt que processus de subjectivation, on pourrait parler aussi bien de nouveaux types d'événements: des événements qui ne s'expliquent pas par les états de choses qui les suscitent, ou dans lesquels ils retombent. Ils se lèvent un instant, et c'est *ce* moment-là qui est important, c'est la chance qu'il faut saisir.(...) Croire au monde, c'est ce qui nous manque le plus; nous avons tout à fait perdu le monde, on nous en a dépossédé. Croire au monde, c'est aussi bien susciter des événements même petits qui échappent au contrôle, ou faire naître de nouveaux espaces-temps, même de surface ou de volume réduits. C'est ce que vous appelez *pietàs*. C'est au niveau de chaque tentative que se juge la capacité de résistance¹⁰ ou au contraire la soumission à un contrôle. Il faut à la fois création *et* peuple.

G Deleuze , *contrôle et devenir*, Futur Antérieur, printemps 1990 n°1 cf Pourparlers

¹⁰ L'urgence climatique va-t-elle nouer une société qui repose sur un nouveau dialogue ?